

LE MÉPRIS DES INSTITUTIONS NE FAIT QUE NOUS RENFORCER : LA LUTTE CONTINUE !



Le collectif Solidarité entre femmes à la rue s'est réuni en assemblée générale pour revenir sur ce qui s'est passé vendredi 3 mai 2024. Après des mois à la rue, nous avons décidé d'occuper le gymnase Dargent (Lyon 8).

Nous, femmes à la rue et soutiens, avons mis notre action sur pieds, puis nous avons pu occuper le gymnase Dargent autour de 19h. Toutes les femmes étaient très contentes d'avoir réussi à rentrer et de ne pas dormir dehors ce soir-là. Mais quelques temps plus tard, la police municipale est arrivée au nombre de 8, ils se sont approchés de nous, ils ont essayé d'échanger avec nous. Ils nous ont demandé combien nous étions, d'où nous venions, combien sont enceintes, combien ont des enfants, de quel âge... On pensait que les choses allaient bien se dérouler car il y a eu des échanges avec l'adjointe Sandrine Runel et le maire. Nous avons cru comprendre qu'il n'était plus question d'expulsion car nous avons une proposition de rencontre le lendemain.

Mais après la police nationale est arrivée, on ne comprenait rien. On a voulu négocier pour ramener la nourriture, mais la police n'a pas accepté, même pour les enfants. La demande d'expulsion de la mairie nous est parvenue vers 23h. **On a résisté, résisté, résisté, ils nous ont demandé de libérer sinon ils allaient utiliser la force. Ca nous a toutes traumatisées.** Il y avait des camions dehors avec les chiens. On a décidé de libérer le gymnase. Pourtant on a rien brisé, on a rien volé, on a nos droits. Même si la police avait amené les chiens et les matraques, on a des droits. Les seules personnes avec qui nous avons échangé pendant 4h étaient des agents de police, quand ils acceptaient de nous parler, entre 2 remarques méprisantes, alors que certains riaient en nous faisant dégager les lieux.

À 23h on est sorties pour dormir où ? Dehors. On a mal dormi parce qu'on avait nulle part où aller. Les enfants tombent malades, certaines ont dormi dans des abribus, des parcs, dans le métro. Nous avons pu compter sur la solidarité des **lieux amis, le Casse-Dalle et l'Annexe**, qui nous ont soutenues, accueillies et réconfortées, alors qu'ils sont eux-mêmes expulsables. Nous savons qui sont nos vrai.es allié.es et leur adressons toute notre solidarité. Nous sommes solidaires aussi des expulsé.es de la rue Bonhomme, tout près du gymnase Dargent, expulsé.es le même jour que nous puis à nouveau cette semaine.

Depuis vendredi, jusqu'à aujourd'hui, l'expulsion que nos membres ont connue a fait bouger la ville de Lyon. La mairie de Lyon, finalement mal à l'aise avec la ligne rouge franchie dans la nuit, a envoyé un argumentaire assez bancal, expliquant par exemple qu'elle ne savait pas qui étaient ces familles et si elles étaient vraiment à la rue, et sous-entendant que nous, soutiens du collectifs, instrumentalisons les femmes à la rue. Cette remarque insultante montre à quel point la mairie est ignorante des fonctionnements des collectifs. Le notre se réunit de manière hebdomadaire pendant plusieurs heures. Les femmes concernées, vulnérabilisées par la vie à la rue, y reprennent confiance en elles, partagent leurs expériences, s'approprient les outils du militantisme et créent leur propre combat.

La mairie projette sur nous ce qu'elle fait souvent : de la récupération politique, comme elle le fait dans les communiqués au sujet de l'école Montel, occupée par Jamais Sans Toit, ou du gymnase Bellecombe, par notre collectif, qui a permis d'obtenir l'ouverture d'un étage pour de l'hébergement à la Villette d'Or. La mairie, comme toutes les institutions, ne cite jamais le nom de notre collectif dans ses communications, elle nie nos actions.

La mairie entretient un rapport ambigu avec l'Etat, le poursuivant en justice pour défaillance sur la question de l'hébergement d'urgence, puis le sollicitant pour dépêcher la police nationale au gymnase Dargent afin de procéder à l'expulsion de notre collectif. Bien sûr, c'est à l'Etat qu'incombe la mission de l'hébergement d'urgence, mais face à une politique gouvernementale brutale et sourde, les pouvoirs publics locaux doivent tout faire pour trouver des solutions dignes et pérennes. Puisque la situation est si grave comme le souligne aussi la mairie dans la presse, pourquoi M. Doucet n'utilise-t-il pas son pouvoir de réquisition, comme il l'avait promis ? Dans l'intérêt des familles et des femmes isolées remises à la rue vendredi, il est urgent de réunir tous les acteurs autour d'une table, Préfecture, Métropole, Ville, collectifs, pour mettre en place une vraie politique. Et pas seulement pour les femmes enceintes et les enfants en bas-âge comme l'a laissé entendre la mairie. On va leur proposer l'hôtel pendant un mois et après quoi, elles retournent dehors ? Et les autres ? On veut une solution pérenne pour toutes !

Revendications :

L'organisation d'une réunion urgente avec l'État, les mairies, la Métropole et les collectifs mobilisés

- des solutions d'hébergement pérennes pour toutes les membres du collectif et toutes les personnes à la rue

RASSEMBLEMENT MERCREDI 15 MAI À 16H30

Place Ambroise Courtois Lyon 8
Monplaisir - Métro D

**POUR LE DROIT À L'HÉBERGEMENT,
POUR UN LOGEMENT DIGNE POUR TOUTES ET TOUS,
CONTRE TOUTES LES EXPULSIONS**



@CollectifSfr



solidaritefemmesalarue69



solidaritefemmesrue@proton.me

**TU ES À LA RUE,
OU TU VEUX SOUTENIR NOS LUTTES,
REJOINS LE COLLECTIF
SOLIDARITÉ ENTRE FEMMES À LA RUE !**

